

A LA UNE > L'INFO EN CONTINU

Climat: l'Assemblée générale de l'ONU adopte un texte pour consolider les obligations des Etats

Nations unies (États-Unis) (AFP) – L'Assemblée générale de l'ONU a adopté mercredi une résolution consolidant les obligations climatiques des Etats, un texte jugé capital par les défenseurs de la planète malgré les concessions arrachées par les grands émetteurs de gaz à effet de serre.

Publié le : 20/05/2026 - 23:05 Modifié le : 20/05/2026 - 23:47

🕒 4 min

Partager ↗



Ce texte de compromis sur le climat a été adopté par 141 voix pour, 8 contre (dont Etats-Unis, Israël, Iran, Russie, Arabie saoudite) et 28 abstentions © Kena Betancur / AFP/Archives

"Nous savons que certains préféreraient que cette Assemblée en dise moins, ou qu'elle ne dise rien du tout", a noté avant le vote Odo Tevi, ambassadeur à l'ONU du Vanuatu, petit Etat insulaire du Pacifique et grand défenseur du combat pour la justice climatique.

Mais cette résolution "est importante parce que les dommages sont réels et déjà présents pour les îles et les zones côtières en basse altitude, pour les communautés faisant face à la sécheresse et aux mauvaises récoltes, pour ceux dont les maisons, les revenus, et la culture sont bouleversés par des forces qu'ils n'ont pas déclenchées", a-t-il insisté.

Ce texte adopté par 141 voix pour, 8 contre (dont Etats-Unis, Israël, Iran, Russie, Arabie saoudite) et 28 abstentions "est une puissante proclamation du droit international, de la justice climatique, de la science et de la responsabilité des Etats à protéger la population de l'escalade de la crise climatique", a salué le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

Sous l'impulsion de Vanuatu, l'Assemblée générale avait réclamé en 2024 à la Cour internationale de Justice (CIJ) un avis consultatif sur la responsabilité des Etats de respecter leurs engagements climatiques.

L'avis rendu l'été dernier a dépassé les attentes des défenseurs du climat: la Cour a affirmé que les Etats qui violaient leurs obligations climatiques commettaient un acte "illicite" et ouvert la voie à des "réparations" pour les pays affectés.

Pour rebondir sur cet avis non contraignant mais sur lequel les tribunaux du monde entier peuvent s'appuyer, Vanuatu a présenté en janvier un projet de résolution destiné à le mettre en oeuvre.

Mais la résolution n'est pas sortie indemne des nombreuses séances de négociations entre Etats, dont beaucoup ne considèrent plus le climat comme une cause prioritaire face aux intérêts industriels ou sécuritaires.

Elle salue l'avis de la Cour, souligne "l'importance et l'autorité" qu'il revêt pour "éclaircir le droit international en vigueur" et appelle tous les Etats à "honorer les obligations que leur fait le droit international" pour protéger le climat.

Elle insiste sur les mesures à prendre pour limiter le réchauffement à +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, notamment en sortant progressivement des énergies fossiles, l'objectif adopté en 2023 par près de 200 pays lors d'une réunion climatique à Dubaï.

"Tournant"

Mais l'idée d'un "registre international des dommages" destiné à rassembler les "preuves" des préjudices attribuables au réchauffement, élément phare du projet originel vu par l'AFP, a provoqué une levée de bouclier et a disparu.

Les plus gros responsables des émissions de gaz à effet de serre depuis la révolution industrielle se montrent aussi régulièrement hostiles à tout mécanisme qui pourrait les forcer à verser des réparations à ceux qui sont les premières victimes du dérèglement climatique.

La résolution souligne toutefois que selon la CIJ, un Etat en violation de ses obligations climatiques engage sa responsabilité, avec l'éventualité de devoir octroyer "une réparation intégrale aux Etats lésés".

Malgré un texte édulcoré, ce vote "doit être un tournant en matière de responsabilité pour les dommages climatiques", a réagi Vishal Prasad, directeur des "Etudiants des îles du Pacifique contre le changement climatique" (PISFCC), ONG à l'origine de l'idée de saisir la CIJ.

"Le voyage de cette idée depuis les salles de classe du Pacifique jusqu'à La Haye et aux Nations unies nous permet de continuer à espérer que quand les gens se mobilisent, ils peuvent pousser le monde à agir", a-t-il ajouté.

Les multiples révisions du texte n'ont en revanche pas suffi à lever l'opposition notamment des Etats-Unis, à nouveau sortis de l'Accord de Paris par Donald Trump.

Cette résolution "très problématique" inclut notamment "des exigences politiques inappropriées liées aux énergies fossiles et d'autres questions climatiques", a dénoncé l'ambassadrice américaine adjointe Tammy Bruce, refusant de considérer l'avis de la CIJ comme "faisant autorité".

Poursuivant leur pression, des pays producteurs de pétrole, comme l'Arabie saoudite et le Koweït, ont eux, en vain, déposé des amendements, jugés par Vanuatu comme une nouvelle tentative d'"affaiblir" encore le texte. Ils ont également multiplié les interventions de procédure, retardant le vote.

Les défenseurs du climat espèrent désormais que l'idée d'un registre des dommages revienne sur la table à la faveur d'un rapport du secrétaire général de l'ONU. La résolution lui demande de présenter des suggestions pour "favoriser le bon respect de toutes les obligations" mises en avant par la CIJ.

© 2026 AFP

CONTENUS SPONSORISÉS

L'ESSENTIEL DU 20 MAI

En direct : l'Iran examine une offre américaine, les négociations "sur le fil", selon Trump
EN COURS **MOYEN-ORIENT**

Xi Jinping reçoit Vladimir Poutine pour réaffirmer la solidité des relations sino-russes
ASIE-PACIFIQUE

Le ministère américain de la Justice inculpe l'ancien président cubain Raul Castro
AMÉRIQUES

"La vie ici se déroule très bien" : Sophie Adenot raconte ses premiers mois dans l'espace
ÉCO/TECH

Transfert des orques du Marineland : l'impasse française sur les animaux en captivité
FRANCE

PUBLICITÉ

LES PLUS LUS

- | | |
|--|--|
| <p>1 Sous Donald Trump, une centaine d'ambassadeurs...
<small>COMPRENDRE AMÉRIQUES</small></p> | <p>2 Les Émirats dénoncent une "agression inacceptable" apr...
<small>MOYEN-ORIENT</small></p> |
| <p>3 La Russie annonce trois jours d'exercices nucléaires du 19 ...
<small>EUROPE</small></p> | <p>4 Les États-Unis menacent de nouveau de frapper l'Iran
<small>MOYEN-ORIENT</small></p> |
| <p>5 Cinéma : Canal+ ne travaillera plus avec les 600 signataires...
<small>FRANCE</small> <input type="checkbox"/></p> | <p>6 Donald Trump dit avoir renoncé à une attaque contre l'Iran,...
<small>MOYEN-ORIENT</small></p> |

DANS L'ACTUALITÉ

[Iran](#) [États-Unis](#)

[France](#)

[Pour aller plus loin](#)

[Donald Trump](#)

À L'INTERNATIONAL

[Algérie](#) [Belgique](#)

[Canada](#) [Congo](#)

[Côte d'Ivoire](#) [Etats-Unis](#)

[Maroc](#) [Sénégal](#)

[Tunisie](#)

À PROPOS DE FRANCE 24

Qui sommes-nous ?

Nous rejoindre

Signaler un problème dans nos contenus

Espace Presse

Vente de contenus

Déontologie et transparence

Contacteur France 24

Signaler un problème technique

Publicité

LES SITES FRANCE MÉDIAS MONDE

RFI [Apprendre le français](#)

RFI Instrumental [MCD](#)

InfoMigrants [ENFR](#)

ZOA [CFI](#)

Académie [France Médias Monde](#)

